

Gouvernement se dit fatigué d'entendre parler de stations de sauvetage. Eh bien, il lui a fallu recourir aux équipes américaines de sauvetage pour sauver des vies canadiennes sur les Grands Lacs; je peux le démontrer par des photographies que j'ai en ma possession. La constitution d'une équipe de sauvetage à nous en propre créerait du travail et serait avantageuse à la navigation et à la défense de l'Empire. Le Gouvernement actuel a envoyé des représentants à la dernière conférence impériale. La Nouvelle-Zélande et l'Australie y ont appris quelque chose en fait de méthodes de résorber le chômage, grâce à la marine, mais qu'avons-nous fait? Nos délégués se sont contentés d'opposer leur veto à toutes les propositions pour résoudre le problème de la marine. La Nouvelle-Zélande et l'Australie en ont retiré quelque chose. J'ai sous les yeux un rapport du trésorier municipal de Toronto indiquant une dépense par cette ville de plus de 51 millions en secours directs, hospitalisation, services sociaux et autres choses de la sorte. Depuis sept ans, le Gouvernement a prélevé dans l'Ontario plus de 250 millions d'impôts sur le revenu. Voici les chiffres de chaque année:

1931.. .. .	\$34,713,000
1932.. .. .	30,268,000
1933.. .. .	30,681,000
1934.. .. .	28,613,000
1935.. .. .	32,104,000
1936.. .. .	40,156,000
1937.. .. .	58,162,000

J'ai tiré cette statistique du dernier rapport mensuel de la Banque du Canada, livre blanc publié tous les mois. En d'autres termes, durant ces sept années, le Gouvernement fédéral a pris dans la province industrielle d'Ontario \$254,697,000 en impôts sur le revenu, somme qui sera probablement augmentée de 72 millions en 1938. Qu'a-t-il dépensé en secours durant cette période? Dans tout le Canada, il n'a dépensé que 203 millions en secours directs. En d'autres termes, il a perçu par l'impôt sur le revenu dans l'Ontario 51 millions de plus que l'assistance-chômage ne lui a coûté pour tout le Canada. Cela montre jusqu'à quel point Toronto et les autres grandes villes industrielles de l'Ontario se font saigner. Et elles ne peuvent obtenir aucun remède. Un des résultats de ces commissions de placement, c'est d'aggraver le chômage. Les commissions que le Gouvernement crée pour s'ingérer dans les questions domestiques et économiques sont une des causes du chômage. Je vois dans tout cela la décadence du Parlement, le déclin de la Chambre des Communes. Le rapport ne propose aucune solution nouvelle au problème canadien de la distribution ni aucun moyen de rétablir la propriété individuelle telle qu'elle existait du

temps de Macdonald et de Laurier. Si la commission Purvis avait procédé à une étude du genre de celle qu'a effectuée l'honorable M. Brown, le ministre du Travail en Angleterre, un grand nombre de jeunes gens assistés auraient saisi l'occasion d'apprendre un métier sous le régime d'apprentissage que j'ai proposé il y a quelque temps. En discutant, il y a deux ans, la création de la commission Purvis, j'ai signalé à la Chambre ce qu'avait fait en ce sens le ministère anglais de l'Instruction publique. La secrétaire au Travail des Etats-Unis, Miss Perkins, a adopté quelques particularités de ce système d'apprentissage britannique.

L'autre soir, on a accordé à la Saskatchewan une subvention d'environ deux millions, en grande partie pour l'instruction publique. Voilà une des difficultés de l'état de choses actuel. La Chambre sait-elle que la ville de Toronto dépense 12 millions, en chiffres ronds, pour l'instruction publique et qu'elle ne reçoit de la province que de 9 à 11 p. 100 de cette somme? En d'autres termes, les contribuables de Toronto sont obligés de fournir environ 90 p. 100 de ce montant. Il devrait y avoir juridiction parallèle en matière d'instruction publique; le Dominion devrait contribuer aux frais d'instruction dans chaque municipalité. Cela créerait du travail. Il en est de même pour l'hygiène publique. On nous parle du problème de la voirie, on nous dit que le Gouvernement va agir au sujet de ces routes coûteuses et inutiles qui ne sont, après tout, que des subventions aux industries pétrolières et de l'automobile. Il conviendrait de construire les routes dans le voisinage des villes et des comtés industriels, c'est-à-dire là où le chômage est plus considérable.

La décision à l'effet de substituer du travail à l'assistance en espèces est une tentative hardie qui jouit de l'approbation générale. Tous reconnaissent les effets démoralisateurs de l'oisiveté, tous admettent que le travail soutient le moral. On s'accorde tous à reconnaître qu'il faut se montrer humain à l'égard des chômeurs et des indigents, et qu'il vaut mieux leur procurer du travail équitablement rémunéré que de les laisser à la charge de l'assistance publique. Reste à savoir si une entreprise d'une pareille importance va réaliser les espoirs du Gouvernement, son auteur.

Pour le reste de la population, c'est un problème et un fardeau de plus à un moment où de nouveaux problèmes et de nouveaux embarras assiegent chaque chef de famille. Même en prenant pour acquis que la société se doit de secourir ses membres